

Informations de base	
<b>2025/0133(COD)</b>  COD - Procédure législative ordinaire (ex-procedure codécision) Directive	En attente de la décision de la commission parlementaire
Modification de certaines directives concernant la numérisation et les spécifications communes  Modification Directive 2000/14 <a href="#">1998/0029(COD)</a> Modification Directive 2011/65 <a href="#">2008/0240(COD)</a> Modification Directive 2013/53 <a href="#">2011/0197(COD)</a> Modification Directive 2014/30 <a href="#">2011/0351(COD)</a> Modification Directive 2014/31 <a href="#">2011/0352(COD)</a> Modification Directive 2014/32 <a href="#">2011/0353(COD)</a> Modification Directive 2014/33 <a href="#">2011/0354(COD)</a> Modification Directive 2014/34 <a href="#">2011/0356(COD)</a> Modification Directive 2014/35 <a href="#">2011/0357(COD)</a> Modification Directive 2014/53 <a href="#">2012/0283(COD)</a> Modification Directive 2014/90 <a href="#">2012/0358(COD)</a> Modification Directive 2014/68 <a href="#">2013/0221(COD)</a>  <b>Subject</b>  1.20.05 Accès du public à l'information et aux documents, relations avec l'administration 2.60 Concurrence 3.30.06 Technologies de l'information et de la communication, technologies numériques 3.40.14 Compétitivité industrielle 3.50.04 Innovation 6.30.02 Assistance et coopération financière et technique  <b>Priorités législatives</b>  <a href="#">Déclaration commune 2026</a>	

Acteurs principaux			
Parlement européen	Commission au fond	Rapporteur(e)	Date de nomination
	<div>IMCO</div> Marché intérieur et protection des consommateurs	VAN LANSCHOT Reinier (Greens/EFA)	02/10/2025
		Rapporteur(e) fictif/fictive  SCHWAB Andreas (EPP)  SCHALDEMOSE Christel (S&D)  JORON Virginie (PFE)  NESCI Denis (ECR)  HENRIKSSON Anna-Maja (Renew)	
			Date de





	Commission pour avis		Rapporteur(e) pour avis	nomination
	ENVI	Environnement, climat et sécurité alimentaire	DE LA HOZ QUINTANO Raúl (EPP)	13/10/2025
	TRAN	Transports et tourisme	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
Conseil de l'Union européenne				
Commission européenne	DG de la Commission		Commissaire	
	Marché intérieur, industrie, entrepreneuriat et PME		SÉJOURNÉ Stéphane	
Comité économique et social européen				

Événements clés			
Date	Événement	Référence	Résumé
21/05/2025	Publication de la proposition législative	COM(2025)0503 	Résumé
10/07/2025	Annonce en plénière de la saisine de la commission, 1ère lecture		
27/01/2026	Vote en commission, 1ère lecture		
27/01/2026	Décision de la commission parlementaire d'ouvrir des négociations interinstitutionnelles à travers d'un rapport adopté en commission		

Prévisions	
09/03/2026	Date indicative de la séance plénière, 1ère lecture

Informations techniques	
Référence de la procédure	2025/0133(COD)
Type de procédure	COD - Procédure législative ordinaire (ex-procedure codécision)
Sous-type de procédure	Note thématique
Instrument législatif	Directive
Modifications et abrogations	Modification Directive 2000/14 <a href="#">1998/0029(COD)</a> Modification Directive 2011/65 <a href="#">2008/0240(COD)</a> Modification Directive 2013/53 <a href="#">2011/0197(COD)</a> Modification Directive 2014/30 <a href="#">2011/0351(COD)</a> Modification Directive 2014/31 <a href="#">2011/0352(COD)</a> Modification Directive 2014/32 <a href="#">2011/0353(COD)</a> Modification Directive 2014/33 <a href="#">2011/0354(COD)</a> Modification Directive 2014/34 <a href="#">2011/0356(COD)</a> Modification Directive 2014/35 <a href="#">2011/0357(COD)</a>

	Modification Directive 2014/53 <a href="#">2012/0283(COD)</a> Modification Directive 2014/90 <a href="#">2012/0358(COD)</a> Modification Directive 2014/68 <a href="#">2013/0221(COD)</a>
Base juridique	Traité sur le fonctionnement de l'UE TFEU 114
Autre base juridique	Règlement du Parlement EP 165
Consultation obligatoire d'autres institutions	<a href="#">Comité économique et social européen</a>
État de la procédure	En attente de la décision de la commission parlementaire
Dossier de la commission	IMCO/10/02932

<a href="#">Portail de documentation</a>				
Parlement Européen				
Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Amendements déposés en commission		<a href="#">PE779.372</a>	24/10/2025	
Amendements déposés en commission		<a href="#">PE779.373</a>	24/10/2025	
Avis de la commission	ENVI	<a href="#">PE778.331</a>	16/12/2025	
Commission Européenne				
Type de document		Référence	Date	Résumé
Document de base législatif		COM(2025)0503 	21/05/2025	<a href="#">Résumé</a>
Document annexé à la procédure		SWD(2025)0130 	21/05/2025	
Pour information		SWD(2026)0022 	23/01/2026	
Pour information		SWD(2026)0023 	23/01/2026	
Parlements nationaux				
Type de document	Parlement /Chambre	Référence	Date	Résumé
Contribution	IT_CHAMBER	<a href="#">COM(2025)0503</a>	25/09/2025	
Contribution	ES_PARLIAMENT	<a href="#">COM(2025)0503</a>	30/09/2025	
Autres Institutions et organes				
Institution/organe	Type de document	Référence	Date	Résumé
EESC	Comité économique et social: avis, rapport	<a href="#">CES1910/2025</a>	18/09/2025	

Informations complémentaires		
Source	Document	Date
Commission européenne	EUR-Lex	

## Réunions avec des représentant(e)s d'intérêts, publiées conformément au règlement intérieur

### Rapporteur(e)s, rapporteur(e)s fictifs/fictives et président(e)s des commissions

Transparence				
Nom	Rôle	Commission	Date	Représentant(e)s d'intérêts
HENRIKSSON Anna-Maja	Rapporteur(e) fictif/fictive	IMCO	21/11/2025	COCIR
WÖLKEN Tiemo	Rapporteur(e) fictif/fictive	ENVI	28/10/2025	BEUC
SCHALDEMOSE Christel	Rapporteur(e) fictif/fictive	IMCO	07/10/2025	LightingEurope

### Autres membres

Transparence		
Nom	Date	Représentant(e)s d'intérêts
AGIUS Peter	08/04/2025	Merck
AGIUS Peter	25/03/2025	PRSforMusic
AGIUS Peter	24/03/2025	Creativity Works!

## Modification de certaines directives concernant la numérisation et les spécifications communes

2025/0133(COD) - 21/05/2025 - Document de base législatif

**OBJECTIF** : rationaliser et numériser les obligations d'information des entreprises en ce qui concerne un certain nombre d'actes juridiques sectoriels de l'Union relevant de la législation harmonisée sur les produits dans le cadre des règles du marché unique.

**ACTE PROPOSÉ** : Directive du Parlement européen et du Conseil.

**RÔLE DU PARLEMENT EUROPÉEN** : le Parlement européen statue conformément à la procédure législative ordinaire et sur un pied d'égalité avec le Conseil.

**CONTEXTE** : la Commission européenne a présenté un nouveau paquet de mesures visant à simplifier les règles et à réduire la bureaucratie dans l'ensemble du marché unique. Ce **quatrième paquet Omnibus de simplification** vise à faciliter l'activité, l'innovation et la croissance des entreprises, tout en maintenant des normes élevées de protection des consommateurs et de l'environnement.

Les **obligations d'information** jouent un rôle essentiel pour garantir la bonne application et le contrôle adéquat de la législation. Les coûts liés à ces obligations sont globalement largement compensés par les avantages qu'elles apportent, notamment en matière de contrôle et de garantie du respect des mesures politiques clés. Toutefois, les obligations d'information peuvent également imposer une charge disproportionnée aux parties prenantes, en particulier aux PME et aux microentreprises. L'accumulation de ces obligations au fil du temps peut entraîner des obligations redondantes, doubles ou obsolètes, une fréquence et un calendrier inefficaces ou des méthodes de collecte inadéquates.

La Commission promeut le principe du «**numérique par défaut**» dans sa stratégie numérique/mieux légiférer afin de soutenir les transformations numériques, en facilitant les politiques qui tiennent compte de l'évolution rapide du monde de la technologie, et qui sont numériques, interopérables, pérennes et agiles par défaut.

La proposition **accélérera la transition numérique** en supprimant les exigences fastidieuses liées à l'utilisation du papier dans la législation sur les produits. De plus, grâce à la numérisation de ces exigences, les entreprises pourront soumettre et diffuser plus facilement les informations et les autorités nationales pourront vérifier plus efficacement la conformité. Il s'agit de **modifications législatives limitées et ciblées** visant à simplifier les exigences en matière de rapports et à garantir la numérisation et l'harmonisation des spécifications communes.

CONTENU : la proposition vise à **rationaliser et à numériser les obligations des opérateurs économiques** en modifiant i) la directive 2000/14/CE relative aux émissions sonores dans l'environnement des équipements destinés à être utilisés à l'extérieur, ii) la directive 2011/65/UE relative à la limitation de l'utilisation de substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques, iii) la directive 2013/53/UE relative aux bateaux de plaisance, iv) la directive 2014/29/UE relative aux appareils à pression simples, v) la directive 2014/30/UE relative à la compatibilité électromagnétique, v) la directive 2014/31/UE relative aux instruments de pesage à fonctionnement non automatique, vi) la directive 2014/32/UE relative aux instruments de mesure, vii) la directive 2014/33/UE relative aux ascenseurs et aux composants de sécurité des ascenseurs, viii) la directive 2014/34/UE relative aux équipements et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles, ix) la directive 2014/35/UE relative au matériel électrique conçu pour être utilisé à l'intérieur de certaines limites de tension, x) la directive 2014/53/UE relative aux équipements radioélectriques, xi) la directive 2014/68/UE relative aux équipements sous pression et xii) la directive 2014/90/UE relative aux équipements marins.

La proposition prévoit ce qui suit:

- une précision selon laquelle la déclaration de conformité UE, ou un document similaire, doit être établie sous **forme électronique** et accessible via une adresse Internet ou un code lisible par machine lorsque cette déclaration doit accompagner un produit;
- l'ajout d'un «**contact numérique**» en tant qu'information à indiquer par les fabricants sur les produits mis sur le marché afin de faciliter la communication entre les opérateurs économiques et les autorités nationales. Une fois que portefeuille européen des entreprises (European Business Wallet) sera disponible, l'adresse numérique qu'il fournit aux opérateurs économiques pourrait constituer le «contact numérique»;
- une précision selon laquelle les **instructions accompagnant les produits** peuvent être fournies sous forme électronique, à l'exception des informations de sécurité qui doivent être fournies sur papier ou indiquées sur le produit à l'intention des consommateurs;
- la modification des obligations de déclaration aux autorités nationales qui exigent un «format papier ou électronique» pour passer à un «**format électronique**» uniquement;
- l'insertion d'une **obligation d'échanges par voie électronique** entre les opérateurs économiques et les autorités compétentes;
- l'introduction d'une disposition sur les **spécifications communes** comme alternative aux normes harmonisées;
- l'obligation de fournir les informations contenues dans la **déclaration de conformité de l'UE** et les instructions sur le passeport numérique du produit lorsque celui-ci est soumis à une autre législation de l'Union qui exige l'utilisation d'un tel passeport numérique.